



SECRÉTARIAT DU PROGRAMME RÉGIONAL OCÉANIEEN DE L'ENVIRONNEMENT

Vingt-deuxième Conférence du PROE

Apia (Samoa)

13 – 15 septembre 2011

**Point 8.2.2 de l'ordre du jour****Financement de l'action climatique – Fonds pour l'environnement mondial, Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto, Fonds vert pour le climat et conclusions de la réunion 2011 des ministres de l'Économie des pays membres du Forum****Objectif du document**

1. Informer la Conférence des faits récemment intervenus dans le domaine du financement de l'action environnementale dans le contexte du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto, du Fonds vert pour le climat et des conclusions des réunions 2010 et 2011 des ministres de l'Économie des pays membres du Forum relatives au financement de l'action climatique.

Contexte

2. Ces deux dernières années, plusieurs faits marquants ont contribué à inscrire la question du financement des mesures d'adaptation et d'atténuation du changement climatique au rang des priorités les plus urgentes, tant à l'échelle mondiale que dans le Pacifique. On peut notamment citer les engagements pris à Copenhague et à Cancún par les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et à Nagoya par les Parties à la Convention des Nations Unies sur la biodiversité (CDB).

3. La Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR), à sa session de 2009, tenue à Majuro (Îles Marshall), avait déjà pris les devants en demandant au PROE de faire réaliser une étude de faisabilité relative à la mise en place d'un mécanisme régional de financement de l'action climatique dans le Pacifique assorti d'un mécanisme indépendant d'assistance technique. La Conférence du PROE et la Conférence des ministres de l'environnement, tenues à Madang (Papouasie-Nouvelle-Guinée) en 2010, ont approuvé les propositions de la Table ronde.

4. En août 2010, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum ont insisté sur la nécessité de disposer rapidement de ressources adéquates et durables pour aider les pays insulaires océaniques à faire face aux besoins liés à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets. Ils ont notamment convenu de : i) l'importance d'une coordination et d'une gestion efficaces des ressources en faveur de l'action climatique et des mesures prises en réponse au changement climatique, en particulier à l'échelle nationale ; ii) la nécessité, pour les pays de la région, d'inscrire la question du financement de l'action climatique et des mesures d'adaptation et d'atténuation au premier rang des priorités de leurs plans et mécanismes nationaux et sectoriels.

Fonds pour l'environnement mondial

5. Le quatrième cycle de refinancement du FEM (FEM-4) a pris fin le 30 juin 2010, et le cinquième cycle de refinancement (FEM-5) a commencé le 1^{er} juin 2010. Les ressources que les pays insulaires océaniques ont obtenues du FEM au titre de FEM-4 relevaient principalement d'un programme régional cadre, l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable, qui regroupe actuellement 32 projets pour lesquels les financements du FEM s'élèvent au total à 101 561 873 dollars É.-U.

6. Parmi ces projets, on compte dix projets sur la biodiversité, neuf projets d'atténuation, huit projets d'adaptation, un projet sur les eaux internationales et quatre projets sur les polluants organiques persistants (POP). Au mois de mai 2011, 16 de ces projets étaient en cours d'exécution et deux étaient en attente de l'approbation de la directrice générale du FEM. Les projets restants en étaient encore à divers stades du processus de finalisation des documents de projet.

7. Au titre de FEM-5, les pays insulaires océaniques bénéficient d'allocations indicatives par pays qui leur sont versées par le biais du Système transparent d'allocation des ressources (STAR). Le montant cumulé de ces allocations est de 28 millions de dollars pour l'atténuation des effets du changement climatique, de 43,81 millions pour la biodiversité et de 10,08 millions pour la dégradation des sols, soit une enveloppe totale de 81,89 millions. Les pays peuvent aussi obtenir des financements supplémentaires prélevés sur les ressources réservées aux projets sur les eaux internationales, les POP, les substances chimiques et la gestion durable des forêts et aux programmes généraux, de même qu'auprès de fonds régis par des modalités d'accès direct.

8. Les financements du FEM en faveur des projets et programmes d'adaptation proviennent pour l'essentiel du Fonds spécial pour les changements climatiques et du Fonds pour les pays les moins avancés, qui sont distincts du fonds principal. Or, ces deux fonds sont alimentés par des contributions volontaires, et il est difficile de dire dans quelles proportions ils seront reconstitués. En mai 2011, le Conseil du FEM a également approuvé les modalités opérationnelles applicables aux nouveaux Fonds pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto

9. Le Fonds pour l'adaptation au changement climatique a été établi par les Parties au Protocole de Kyoto relatif à la CCNUCC. Il est alimenté notamment par des fonds équivalant à 2 % des ressources tirées de la monétisation des unités de réduction certifiée des émissions (URCE) qui résultent de projets mis en œuvre au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP).

10. Le Fonds pour l'adaptation a été conçu pour permettre aux pays d'avoir directement accès à des financements par le biais d'Institutions nationales de mise en œuvre (INM), ce qui n'est pas possible dans le cas du FEM. Toutefois, en juin 2010, seules trois institutions nationales avaient été accréditées à l'échelle mondiale, en raison des difficultés liées aux critères fiduciaires applicables et des capacités limitées dont disposent les INM en matière de programmation des activités d'adaptation. La création du Fonds pour l'adaptation avait aussi pour but de permettre au PNUD, à la Banque mondiale, au PNUE et à d'autres organisations d'intervenir en qualité d'institutions multilatérales de mise en œuvre (IMM), de sorte que les pays aux ressources limitées puissent faire appel à eux pour accéder directement aux ressources du Fonds pour l'adaptation. Peut-être faut-il y voir une erreur tactique de la part des adeptes de l'accès direct des pays aux ressources du Fonds pour l'adaptation, les critères d'accréditation étant particulièrement rigoureux.

11. Au mois de juin 2011, le Conseil du Fonds pour l'adaptation avait approuvé un projet pour les Îles Salomon et un projet pour les Îles Cook. Des propositions de projet en faveur des Îles Fidji et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sont en cours d'examen. Selon les estimations, les ressources dont disposera le Fonds pour l'adaptation à l'horizon 2012 seront de l'ordre de 250 millions à 350 millions de dollars.

12. Le PROE a demandé à être accrédité en qualité d'IMM afin de mieux servir les pays insulaires océaniques. Cette démarche a été appuyée par plusieurs pays de la région, conformément aux modalités définies par le Secrétariat du Fonds pour l'adaptation, qui avait exigé que la demande du PROE soit soutenue par au moins deux pays insulaires océaniques. La décision du Conseil du Fonds pour l'adaptation devrait être annoncée après la réunion du Groupe d'accréditation et la prochaine session du Conseil, qui se tiendront respectivement le 8 août et le 15 septembre 2011.

Fonds vert pour le climat

13. La Conférence des Parties à la CCNUCC réunie l'année dernière à Cancún (Mexique) a convenu de la création d'un Fonds vert pour le climat, qui aurait pour fonction de gérer des fonds en faveur de la protection des pays vulnérables contre l'impact des phénomènes météorologiques liés à l'évolution du climat, de la protection des forêts tropicales et de la mise au point de systèmes énergétiques sobres en carbone pour les pays en développement. Les nations développées se sont engagées à faire en sorte que le Fonds dispose de 100 milliards de dollars par an à l'horizon 2020.

14. La première réunion du Comité transitoire chargé de la conception du Fonds vert pour le climat s'est tenue à Mexico à la fin du mois d'avril 2011. Les petits États insulaires en développement (PEID) du Pacifique sont représentés au sein du Comité par l'ambassadeur du Samoa auprès des Nations Unies à New York, assisté du PROE et du Secrétariat général du Forum. Les PEID des Caraïbes sont représentés par la Barbade.

15. Le Comité transitoire, à sa première réunion, a retenu quatre principaux axes de travail : i) champ d'action et principes directeurs ; ii) gouvernance et modalités institutionnelles ; iii) modalités opérationnelles ; iv) suivi et évaluation.

16. L'échéancier du Comité transitoire prévoit la tenue de nouvelles réunions en juillet, à la mi-septembre et à la fin octobre, date à laquelle le Comité établira son rapport final à l'intention de la dix-septième session de la Conférence des Parties à la CCNUCC, prévue à Durban (Afrique du Sud). Deux ateliers techniques sont également programmés.

Réunion 2010 des ministres de l'Économie du Forum et conclusions de la réunion 2011

17. À la demande des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Forum, les ministres de l'Économie des pays membres du Forum, réunis en octobre 2010 à Niue, ont débattu de la question du financement de l'action climatique et ont convenu de la nécessité de prendre d'urgence des mesures stratégiques ciblées afin de faciliter l'accès aux financements existants et à venir de l'action climatique dans la région ainsi que la gestion de ces ressources. Les ministres ont prié le Secrétariat général du Forum de coordonner la préparation d'une note d'orientation sur les différentes options envisageables en la matière et de la leur transmettre pour examen à leur réunion de 2011.

18. Le Secrétariat général du Forum a noté que plusieurs initiatives passées, en cours ou à venir portaient déjà sur certains aspects de cette question, à l'exemple de l'étude que le PROE a fait réaliser en 2010 à la demande de la PCCR. Le Secrétariat général du Forum s'appuie déjà sur les résultats de cette étude, qui ont été présentés aux ministres de l'Économie à Niue.

19. Les ministres de l'économie des pays membres du Forum, réunis en juillet 2011 à Apia, ont pris acte de la note d'orientation et des activités en cours et ont estimé que l'aide budgétaire directe était le meilleur moyen de financer l'action climatique dans la région. Ils ont cependant souligné que la mise en place de fonds d'affectation spéciale à l'échelle nationale, locale et régionale était une autre option à examiner. Les diverses solutions à l'étude feront l'objet d'un examen approfondi dans le cadre de consultations qui se tiendront en dehors des réunions des ministres de l'Économie.

Recommandations

20. La Conférence est invitée à :

- **prendre note** des faits intervenus dans le domaine du financement de l'action climatique ;
- **demander** au Secrétariat de s'acquitter de toute autre tâche connexe ou de venir en aide aux pays membres dans des domaines en rapport avec les questions émergentes touchant au financement de l'action climatique.

20 juillet 2011 – Original en langue anglaise